



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales**
mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) à Marchezais,
Installation de stockage et négoce de céréales et d'engrais
Code AIOT : 0010000374**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-5) du 13 avril 2010, modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 et notamment son article 8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 1999 autorisant la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir à exploiter un complexe céréalier au lieu-dit « Les Terres Noires » sur le territoire de la commune de Marchezais ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de silos de stockages de céréales par la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir, sur le territoire de la commune de Marchezais ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 23 septembre 2024 et transmis à l'exploitant par courrier du 17 octobre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 23 octobre 2024, reçu le 24 octobre 2024, informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en

œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations émises par l'exploitant dans les délais impartis ;

Vu le courrier adressé à l'exploitant en date du 13 décembre 2024 ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 septembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Absence de tests de fonctionnement des caméras thermiques installées dans la galerie sur cellules du silo A, suivant la fréquence que l'exploitant a préalablement fixée dans ses consignes internes ;
- L'exploitant ne vérifie pas périodiquement et en complément des vérifications réalisées par son prestataire DMAE, le bon fonctionnement du système de détection incendie de son magasin de stockage des engrais solides, avec transmission en permanence de l'alarme associée, ou les opérations de maintenance recommandées dans la notice du constructeur de ces équipements ;

Considérant que ces faits constituent des manquements aux dispositions :

- de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/01/2022 susvisé ;
- de l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13/04/2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir de respecter les prescriptions desdits articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir.

ARRÊTE

Article 1 – La société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir, dont le siège social est situé 3 Avenue Victor Hugo à Chartres (28000), exploitant une installation de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides, et de produits phytopharmaceutiques sise au lieu-dit « Les Terres Noires » sur la commune de Marchezais, est mise en demeure :

1. de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12/01/2022 susvisé, en procédant à la mise en place de tests de fonctionnement des caméras thermiques installées dans la galerie sur cellules du silo A, suivant la fréquence préalablement définie dans les consignes internes ;
2. de respecter les dispositions de l'article 10.6 de l'arrêté ministériel du 13/04/2010 susvisé, en procédant à la vérification périodique du bon fonctionnement du système de détection incendie du magasin de stockage des engrais solides, avec transmission en permanence de l'alarme associée, ou les opérations de maintenance recommandées dans la notice du constructeur des équipements.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont de **6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.**

ARTICLE 2 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS UTILES

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pour une durée de **5 ans**.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre Val de Loire et à Monsieur le sous-préfet de Dreux.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le 23 DEC 2024
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale
Le Préfet,


Agnès BONJEAN

